

**Volet B**

**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte**

***19059384*****Déposé / Reçu le****18 AVR. 2019**

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise : 0725 497 048**Dénomination**(en entier) : **Educ&form**(en abrégé) : **E&F****Forme juridique :** asbl**Siège :** Quai du commerce 44 - 1000 Bruxelles**Objet de l'acte :** création de statut

Lors de son assemblée générale du 22/2/2019, l'ensemble des membres présents ont acté la création de l'association à partir du 22/2/2019

STATUTS

L'assemblée générale du 22 février 2019 Formé par :

-NOURI BILAL, domiciliée à rue Guido Gezelle 68 à 1030 Schaerbeek - né le 11/1/1992 à Bruxelles

-EL FOUNTI Ilias, domicilié à square de la Madelon 6 - 1190 Forest, né le 11/6/1996 à Edegem

-BENFKIH Yousra, domiciliée au 54 ch de Néerstalle - 1190 Forest, née le 15/04/1990 à St Josse Ten Noode

Dénomination et siège social

ARTICLE PREMIER - NOM

Tous ont convenu de constituer une association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

EDUC & FORM asbl

Quai du commerce 44 - 1000 Bruxelles

ARTICLE 2 - SIEGE SOCIAL

Son siège social est établi au Quai du commerce 44 - 1000 Bruxelles, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles

But

ARTICLE 3 - BUT OBJET

1) **Axe pédagogique :** l'association a pour objet de soutenir, d'accompagner et d'outiller tous les opérateurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'accompagnement scolaire via les actions suivantes et sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Organiser des formations/séminaires/rencontres et projets pédagogiques en lien avec le domaine de l'accompagnement scolaire et le développement des apprentissages et plus particulièrement auprès des publics les plus défavorisés
- Développer des projets en lien avec le coaching scolaire visant à favoriser la réussite scolaire pour tous
- Développer des projets favorisant l'épanouissement intellectuel et physique des jeunes : sport, accès à la culture...
- Développer des projets favorisant le soutien à la parentalité pour renforcer le rôle éducatif des parents
- Développer toute action visant à améliorer le vivre-ensemble, la convivialité, la citoyenneté, les échanges interculturels et intergénérationnels dans un esprit de cohésion sociale et d'ouverture

2) Axe administratif : l'association vise à soutenir, accompagner, développer et promouvoir tout projet associatif. Elle pourra proposer tous services, actions, activités, produits en lien avec cet objectif et notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Organiser des formations liées à des thématiques diverses permettant de professionnaliser et de soutenir les opérateurs associatifs : gestion administrative, ressources humaines, gestion de projets, ...
- Fournir des services administratifs aux associations : accompagnement en gestion comptable et financière, aide et accompagnement à la création de projets...
- Formation continuée du personnel associatif

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant indirectement ou directement à son objet. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activités similaires à son objet.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au Quai du commerce 44 - 1000 Bruxelles

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ;
La durée de l'association est illimitée.

Membres

ARTICLE 5

L'association est composée de membres effectifs.

Le nombre minimum des membres ne peut être inférieur à 3, celui des membres effectifs ne peut être inférieur à trois. Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres par la loi et les présents statuts

ARTICLE 6 – les membres

Sont membres effectifs :

1. Les membres fondateurs ;
2. Tout membre adhérent qui, les personnes admises en cette qualité par le conseil d'administration et qui désirent aider l'association ou participer à ses activités et qui s'engagent à en respecter les statuts et les décisions prises conformément à ceux-ci.

ADMISSION – DEMISSION – EXCLUSION

ARTICLE 7

L'association est ouverte à tous, sans condition ni distinction.

Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par le conseil d'administration.

ARTICLE 8

Toute personne qui désire être membre de l'association doit adresser une demande écrite au conseil d'administration.

ARTICLE 9

Les membres effectifs et adhérents sont libre de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire, le membre effectif ou adhérent qui ne paie pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire.

L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent ne peut être prononcée que par l'assemblée générale au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des voix présentes ou représentées. Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois.

ARTICLE 10

Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

ARTICLE 11

L'association tient un registre des membres effectifs conformément aux articles 10 et 26 novies, §.1er de la loi du 27 juin 1921.

COTISATIONS

ARTICLE 12

Les membres effectifs et (le cas échéant) les membres adhérents payent une cotisation annuelle.

Le montant de cette cotisation est fixé par l'assemblée générale. Il ne pourra être supérieur à 100 €.

Ou bien

Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leurs capacités et de leur dévouement.

ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 13

L'assemblée générale est composée de tous les membres (ou de tous membres effectifs, s'il y a des membres adhérents).

Elle est présidée par le président du conseil d'administration, ou s'il est absent, par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

ARTICLE 14

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

- Les modifications de statuts sociaux ;
- La nomination et la révocation des administrateurs ;
- Le cas échéant la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans le cas où elle leur est attribuée ;
- L'approbation des budgets et des comptes ;
- La dissolution volontaire de l'association ;
- Les exclusions de membres ;
- La transformation de l'association en société à finalité sociale.

ARTICLE 15

Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, dans le courant de l'année. L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du conseil d'administration. Elle doit être réunie lorsqu'un cinquième des membres effectifs au moins en fait la demande.

Chaque réunion se tiendra aux jours, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres effectifs (et le cas échéant les autres catégories de membres) doivent y être convoqués.

ARTICLE 16

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par courrier adressé à chaque membre visé à l'article 15 des statuts au moins 8 jours avant l'assemblée, et signée par un administrateur au nom du conseil d'administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par le 1/5 des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour.

Sauf dans les prévus aux articles 8, 12 et 20 de la loi du 27 juin 1921, l'assemblée peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

ARTICLE 17

Chaque membre effectif (et le cas échéant les autres catégories de membres) a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire (membre ou non de l'association) qui ne peut être titulaire que de 1 procuration.

ARTICLE 18

Tous les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'assemblée générale, chacun disposant d'une voix. Les autres membres n'ont pas le droit de vote. Ils peuvent néanmoins assister aux assemblées avec voix consultative.

ARTICLE 19

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou par les présents statuts.

ARTICLE 20

Les décisions de l'assemblée générale peuvent être prises par consentement des membres exprimé par écrit selon les modalités décrites dans un règlement d'ordre intérieur.

ARTICLE 21

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément aux articles 8 et 20 de la loi du 27 juin 1921.

Toute modification aux statuts ou décision relative à la dissolution doit être déposée au greffe du tribunal de commerce et publiées aux annexes du Moniteur belge conformément à l'article 26 novies et selon les modalités prévues par l'arrêté royal du 26 juin 2003.

ARTICLE 22

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Ces procès-verbaux sont conservés au siège social où tous les membres effectifs (et le cas échéant les autres catégories de membres) peuvent en prendre connaissance. Les membres effectifs (et le cas échéant les autres catégories de membres) ainsi que les tiers justifiant d'un intérêt, peuvent demander des extraits de ces procès-verbaux, signés par le président du conseil d'administration et par un administrateur.

ADMINISTRATION

ARTICLE 23

L'association est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Toutefois, le nombre d'administrateurs sera toujours inférieur au nombre des membres effectifs de l'assemblée générale.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour une durée de 10 ans, et en tout temps révocables par elle.

Tant que l'assemblée générale n'a pas procédé au renouvellement du conseil d'administration au terme du mandat des administrateurs, ceux-ci continuent à exercer leur mission en attendant la décision de l'assemblée générale.

Leur mandat n'expire que par décès, démission ou révocation.

ARTICLE 24

En cas de vacance d'un mandat, un administrateur peut être nommé à titre provisoire par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

ARTICLE 25

Le conseil désigne par ses membres un président, éventuellement un vice-président, un trésorier et un secrétaire. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

ARTICLE 26

Le conseil se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

Il ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des votants présents ou représentés, la voix du président ou celle de son remplaçant étant, en cas de partage, prépondérante.

ARTICLE 27

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Sont seuls exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à celle de l'assemblée générale.

ARTICLE 28

Le conseil nomme, soit lui-même, soit par mandataire, tous les agents, employés, et membres du personnel de l'association et les destitue. Il détermine leur occupation et leur traitement.

ARTICLE 29

Le conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion à une ou plusieurs personnes administrateurs ou non et dont il fixera les pouvoirs et éventuellement le salaire ou appointement.

Lorsque la gestion journalière est confiée à plusieurs personnes, celles-ci agissent individuellement/conjointement/en collège.

ARTICLE 30

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil d'administration dans les conditions prévues par l'article 31 des statuts.

ARTICLE 31

La représentation de l'association dans les actes qui engagent l'association, autres que ceux de gestion journalière, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du conseil soit par le président, soit par deux administrateurs agissant seuls/conjointement désignés par le conseil d'administration, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Les actes relatifs à la nomination et la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés et publiés conformément à l'article 26 novies de la loi et selon les modalités prescrites par l'arrêté royal du 26 juin 2003.

ARTICLE 32

Les administrations, les personnes déléguées à la gestion journalière ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Celui-ci est exercé en principe à titre gratuit.

ARTICLE 33

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des administrateurs, des personnes déléguées à la gestion journalière et des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce en vue de leur publication par extrait aux annexes du Moniteur belge.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

•Lorsqu'un des délégués à la gestion journalière peut agir individuellement cela signifie qu'il dispose individuellement du pouvoir de gestion et de représentation de l'association pour accomplir des actes de gestion journalière.

•Lorsque l'exercice de la gestion journalière est conjoint, cela signifie que les personnes à qui la gestion journalière est confiée doivent agir ensemble pour accomplir des actes de gestion journalière ;

•Enfin, lorsque les délégués à la gestion journalière doivent agir en collège cela vise l'hypothèse où ils sont plus de deux et dans ce cas cela signifie que leurs décisions peuvent être prises à la majorité mais les actes de représentation externe nécessitent la signature de tous les délégués à la gestion journalière.

ARTICLE 34

Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale statuant à la majorité simple des membres effectifs présents ou représentés.

DISPOSITIFS DIVERSES

ARTICLE 35

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Par exception, le premier exercice débutera ce 8 mars 2019 pour se clôturer le 31 décembre 2019.

ARTICLE 36

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

ARTICLE 37

Sans préjudice de l'article 17, § 5 de la loi, l'assemblée générale pourra désigner un commissaire, membre ou non, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter son rapport annuel.

Elle déterminera la durée de son mandat.

ARTICLE 38

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

ARTICLE 39

Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, à quelque moment, ou par quelque cause qu'elle se produise, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à une fin désintéressée.

ARTICLE 40

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement dans les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

Réservé
au
Moniteur
belge



Volet B - Suite

Dispositions transitoires

L'assemblée générale de ce jour a élu en qualité d'administrateurs :

-EL FOUNTI Ilias, domicilié à square de la Madelon 6 – 1190 Forest, né le 11/6/1996 à Edegem
Qualifié ci-dessus qui accepte ce mandat

-NOUIRI Bilal, domiciliée à rue Guido Gezelle 68 à 1030 Schaerbeek - né le 11/1/1992 à Bruxelles
Qualifié ci-dessus qui accepte ce mandat

Les administrateurs ont désigné en qualité de :

-Président, secrétaire : NOUIRI Bilal

-Trésorier : EL FOUNTI Ilias

Fait à Bruxelles

En deux exemplaires, le 11 mars 2019

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 30/04/2019 - Annexes du Moniteur belge